

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
D'AUSSAC-VADALLE**

**délibération :  
N° 2015\_36\_13**

L' an deux mille quinze , le mardi 14 avril à 18 h 30, le Conseil dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Mairie, sous la présidence de Monsieur LIOT Gérard, Le Maire.

Nombre de conseillers en  
exercice : 11

Date de convocation du Conseil : 07 Avril 2015

Présents : 9

**Présents** : Madame BIRONNEAU Marylène, Madame GUILBAUD Marlyse, Monsieur MONTASSIER Jean-Pierre, Monsieur BERGER Xavier, Madame BERTHEBAUD Anne, Madame GUILLON Sèverine, Monsieur CHAMBRE Damien, Madame COUSSAUD Béatrice, Monsieur LIOT Gérard

Votants : 9

**Absent(s)** : Monsieur LEGEAY Nicolas, Monsieur BERNIER WILFRID

**Objet : Renouvellement de  
la ligne de trésorerie**

**Secrétaire de Séance** : Madame Marlyse GUILBAUD

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal, qu'il est opportun de renouveler la ligne de trésorerie.

Vu le projet de contrat de ligne de trésorerie interactive de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance de l'offre du 14/04/2015 de la Caisse d'Epargne, a pris les décisions suivantes :

**Article -1.**

Pour le financement de ses besoins ponctuels de trésorerie, la commune d'Aussac-Vadalle décide de contracter auprès de la Caisse d'Epargne une ouverture de crédit ci-après dénommée « ligne de trésorerie interactive » d'un montant maximum de 59 000,00 Euros dans les conditions ci-après indiquées:

La ligne de trésorerie interactive permet à l'Emprunteur, dans les conditions indiquées au contrat, d'effectuer des demandes de versement de fonds (« tirages ») et remboursements exclusivement par le canal internet (ou par télécopie en cas de dysfonctionnement du réseau internet). Le remboursement du capital ayant fait l'objet des tirages, effectué dans les conditions prévues au contrat, reconstitue le droit à tirage de l'Emprunteur.

Les conditions de la ligne de trésorerie interactive que la commune d'Aussac-Vadalle décide de contracter auprès de la Caisse d'Epargne sont les suivantes :

- |                             |                          |
|-----------------------------|--------------------------|
| • Montant :                 | 59 000,00 Euros          |
| • Durée :                   | 12 mois                  |
| • Taux d'intérêt applicable | Taux fixe de 1.65 % l'an |

Le calcul des intérêts étant effectué en tenant compte du nombre exact de jours d'encours durant le mois, rapporté à une année de 360 jours.

- |   |   |
|---|---|
| - Périodicité de facturation des intérêts :           | mensuelle, par débit d'office   |
| - Frais de dossier :                                  | NEANT   |
| - Commission d'engagement :                           | 250.Euros, prélevé une seule fois   |
| - Commission de gestion :                             | NEANT   |
| - Commission de mouvement :                           | NEANT   |
| Commission de non-utilisation :<br>liée aux intérêtst | 0.50 % de la différence entre le montant de la LTI et l'encours quotidien |

Les tirages seront effectués, selon l'heure à laquelle ils auront été demandés, selon la procédure du crédit d'office au crédit du compte du comptable public teneur du compte de l'Emprunteur.

Les remboursements et les paiements des intérêts et commissions dus seront réalisés par débit d'office dans le cadre de la procédure de paiement sans mandatement préalable, à l'exclusion de tout autre mode de remboursement.

Le Conseil après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Autorise M. le Maire à signer le contrat de ligne de trésorerie interactive avec la Caisse d'Epargne;
- Autorise M. le Maire à effectuer sans autre délibération, les tirages et remboursements relatifs à la ligne de trésorerie interactive, dans les conditions prévues par ledit contrat.

**Pour : 9 Contre : 0 Abstention : 0**

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cette libération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication "ou affichage" ou sa transmission au représentant de l'Etat.

Emis le 14/04/2015, transmis en sous-préfecture et rendu exécutoire le

Fait et délibéré les mêmes ans, mois et jour que ci-dessus.  
Au registre sont les signatures  
Pour copie conforme,

Le Maire,  
Gérard LIOT